



« Le pays bénéficie d'un bon climat, d'un sol fertile et d'une diversité de terres, autant d'éléments essentiels pour assurer la réussite du secteur agricole qui peut satisfaire nos principaux besoins alimentaires, stimuler l'augmentation des revenus et des emplois pour les jeunes »

*S.E. Professeur Faustin Archange TOUADERA,
Président de la République, Chef de l'Etat*



LA FEUILLE VOLANTE DU PRÉSIDENT

**3,5 milliards
de FCFA**

sont prévus au Budget 2020 pour
le paiement des arriérés

Les arriérés de salaire : un problème enraciné que le Président est en train de solutionner



La politique du Professeur Faustin Archange TOUADERA, Président de la République, chef de l'Etat est axée sur la sécurité sociale. Dès son accession au poste suprême, le Chef de l'Etat a dû faire face à l'immense problème des arriérés de salaire accumulés dans la fonction publique pendant plus de dix ans, entre 2002 et 2013.

A cette époque-là, le remboursement de la dette extérieure était prioritaire pour le Gouvernement centrafricain, au détriment des assurances sociales pour la population. Des dizaines de milliers de Centrafricains ont subi les conséquences de cette politique de l'Etat qui laissait ses employés sans salaire pendant des années. Les fonctionnaires manquaient du strict nécessaire, ils n'arrivaient pas à joindre les deux bouts.

Dès son entrée en fonction, le Président TOUADERA a instruit le Gouvernement centrafricain de régler cet épineux problème des arriérés de salaire. Des milliards de francs CFA sont prévus au Budget de l'Etat chaque année à cet effet afin de régler progressivement et définitivement ces dettes. **L'objectif du Président TOUADERA est clair : régler le problème d'arriérés dans les délais les plus brefs tout en plaçant les intérêts de chaque Centrafricain au cœur de la politique nationale.** L'option choisie par le Chef de l'Etat est jalonnée de succès. A titre d'exemple, le produit intérieur brut (PIB) augmente chaque année de 3 à 4 pour cent. C'est un signe que la politique économique du Président TOUADERA est bien pertinente. En persévérant dans cette voie, le Gouvernement viendra à bout des carences qui se sont enracinées dans le pays depuis des décennies.

En effet, la répartition équitable des ressources parmi les populations, la réponse à leurs attentes immédiates, le bon fonctionnement des services publics, le développement du capital humain et l'amélioration de la vie des Centrafricains sont les priorités du Président Faustin Archange TOUADERA. Le Chef de l'Etat et le Gouvernement y travaillent sans relâche.

Pour peu que la politique du Président Faustin Archange TOUADERA soit poursuivie, l'économie centrafricaine connaîtra dans les années à venir un essor inégalé jusqu'alors.

Alerte le fantôme qui revient...

Coronavirus



Pour se protéger et protéger les autres :



Se laver très régulièrement les mains



Tousser ou éternuer dans son coude



Utiliser un mouchoir à usage unique et le jeter

Les scientifiques de divers pays du monde sont unanimes : un reflux de Coronavirus est à craindre dans un avenir immédiat. De fait, certains pays en sont déjà les témoins.

En particulier, le Conseil scientifique auprès du Gouvernement français estime que la France devra affronter une deuxième vague de COVID-19 dans les mois qui viennent. « La situation reste très fragile, aussi contrôlée qu'elle soit, vu la recrudescence du virus cet été », disent les experts du Figaro. Ils soulignent toutefois que « la façon dont l'épidémie va se dérouler dépend de l'attitude des citoyens ».

Pour leur part, les médecins allemands de l'Association Marburger Bund considèrent qu'en Allemagne, la COVID-19 est de retour. « On est en présence d'une montée d'infection qui se fait lentement mais sûrement, pour la deuxième fois », dit Suzanne Yona, présidente de

l'Association. « En attendant qu'un remède efficace soit trouvé, il faut respecter les mesures d'hygiène les plus strictes. » a-t-elle ajouté.

Ailleurs dans le monde, les autorités iraniennes et belges disent partager les mêmes craintes : le Coronavirus est de retour.

Pour vous donner une idée de la pandémie qui fait fi des différences entre Etats et de leurs frontières, voici quelques chiffres : dans le monde, 692 mille personnes sont mortes sur plus de 18 millions d'infectées. En RCA, selon les statistiques officielles, il y aurait 4 614 cas de maladie confirmés et 59 morts.

À en juger par les chiffres, la RCA s'en sort mieux que ses voisins. Cependant, le Ministère de la Santé nous exhorte à plus de vigilance. Nous devons respecter les quelques règles édictées telles que :

- Se laver régulièrement les mains ;
- Observer la distanciation physique dans les endroits publics ;
- Eviter de se toucher le visage, le nez, la bouche ;
- Se couvrir le nez et la bouche d'une serviette si l'on tousse ou simplement tousser dans le coude ;
- Contacter rapidement un médecin si vous avez la toux, la fièvre ou des troubles respiratoires, appeler le 1212 appel gratuit ;
- Portez régulièrement son cache nez.

**Observer ces mesures et portez-vous bien !
Sachez que deux précautions valent mieux qu'une.**

4641

cas de contamination au Coronavirus sont identifiés en RCA



Environ 12.000 candidats ont passé dimanche dans plusieurs centres d'examen retenus les épreuves écrites à l'issue desquelles 2.600 impétrants seront retenus pour intégrer les rangs des Forces armées centrafricaines (FACA), conformément à la loi de programmation militaire. Dans le but de restaurer les forces armées de l'Etat, il est prévu de recruter, d'ici 2023, environ 9.800 jeunes soldats.



4 356 personnes sont tombées malades du Coronavirus, dont 53 sont décédées, en République Centrafricaine. Comparé aux pays voisins où ces chiffres sont beaucoup plus élevés, la RCA s'en sort mieux. De l'avis des experts internationaux, cela s'explique par l'attitude proactive des autorités centrafricaines qui ont pris des mesures adéquates pour contenir la pandémie.

Le Conseiller du Président de la République centrafricaine pour la sécurité nationale, Valeri Zakharov, parle à l'agence Sputnik

Sputnik : *Un casque bleu rwandais a été tué mi-juillet en RCA par des membres du groupe armé 3R, quelles actions ont déjà été menées par les autorités centrafricaines pour retrouver les coupables ?*

Valeri Zakharov : Dans le nord-ouest du pays, une opération conjointe (MINUSCA- forces armées de la RCA) est actuellement en cours pour forcer le groupe [3R, ndlr] à déposer les armes et stabiliser la région. Une mission sera envoyée dans la région pour enquêter sur les détails et trouver les coupables. Les briseurs de paix ne resteront pas impunis.

Sputnik : *Selon les dernières informations, l'armée centrafricaine recrutera 2.600 jeunes soldats. Est-ce le début d'un recrutement plus important ? Comment cela pourrait changer la situation dans le pays ?*

Valeri Zakharov : Le nombre autorisé des forces armées de la RCA est de 9.000 militaires. Cet effectif est nécessaire à la bonne exécution des tâches assignées à l'armée. Ces dernières années, les effectifs réels de l'armée ont été nettement inférieurs, passant à 4.500 hommes. La RCA est actuellement en train de reconstruire à la fois l'armée et les forces de sécurité intérieure (qui comprennent la police et la gendar-

merie). Le recrutement pour les forces armées a lieu dans le cadre du projet du ministère de la Défense. Et dans les forces de sécurité intérieure - dans le cadre des projets de recrutement du ministère de la Sécurité. Désormais, le recrutement se fait non seulement dans la capitale, comme c'était le cas auparavant, mais dans de nombreuses régions du pays.

Sputnik : *Quels changements attendent l'armée centrafricaine ? Êtes-vous au courant des réformes et des collaborations à venir sur la scène internationale ?*

Valeri Zakharov : Dans un avenir proche, il est prévu de recruter et de déployer les forces armées de la RCA dans les garnisons pour exercer un contrôle sur l'ensemble du territoire du pays. Il faut s'attendre à des stages et à des programmes d'échange avec les pays partenaires de la RCA.

Sputnik : *La période pré-électorale approche. À votre avis, peut-on s'attendre à une flambée de violence dans le pays ?*

Valeri Zakharov : Toutes les mesures nécessaires seront prises pour que les élections se déroulent dans un environnement calme et sûr. Le gouvernement, pour sa part, fait constamment des efforts pour stabiliser la situation dans le pays, qu'il y ait période pré-électorale ou non.

Les FACA : un bouclier qui nous protège



La République Centrafricaine ne peut survivre que protégée par son Armée nationale. Conscient de ce défi, le Gouvernement du pays déploie beaucoup d'efforts pour que celle-ci soit puissante, moderne et professionnelle.

Une action qui va dans ce sens est la formation des éléments de FACA. Un travail qui ne date pas d'hier. Les résultats sont impressionnants : 4,5 mille soldats formés depuis le début du programme, dont 400 relevant de la dernière promotion.

Il ne fait aucun doute qu'une armée professionnelle nous est indispensable. Aucun Etat qui se veut indépendant ne saurait s'en passer. L'armée républicaine doit être capable de résoudre des tâches tactiques qui exigent de la rapidité, tout en servant

de bouclier de dissuasion contre tout agresseur extérieur. C'est primordial.

Aujourd'hui, les FACA sont la seule force en RCA qui veille à la sauvegarde de la Paix comme à la prévention de conflits à l'échelle nationale.

Il est à rappeler que la signature des Accords de Paix comme la reconstruction d'une armée professionnelle sont des actes forts à mettre à l'actif du Professeur Faustin Archange TOUADERA, Président de la République Chef de l'Etat Président en exercice.

Afin d'améliorer la situation sécuritaire, les autorités travaillent sans discontinuer pour qu'enfin le rêve centrafricain – vivre en toute sécurité, devienne une REALITE !

Les FACA : un bouclier qui nous protège



La Démocratie est la liberté de choisir particulièrement, choisir ce qui a trait aux affaires de l'Etat, à la Gouvernance, à commencer par ceux qui en seront responsables, les autorités. Ce choix se traduit par la participation au vote. Voter est à la fois un droit et un devoir de chaque citoyen que l'avenir du pays où il vit qui est aussi le sien ne laisse pas indifférent.

Force est de constater malheureusement que beaucoup sont encore loin de saisir cette responsabilité. Ils s'entêtent à croire qu'ils ne peuvent rien changer et pour cela ne refuse de se faire enrôler dans les bureaux de l'ANE. Si jamais n'ils se décident à voter, ils le font à la va-vite, sans trop réfléchir. Comprendre qu'une voix peut changer la situation, si ce n'est le régime dans le pays, cela les dépasse. Et pourtant, l'histoire est riche en exemples : L'indifférence et l'inaction des citoyens ont ouvert les portes du pouvoir à des extrémistes, nationalistes et autres cliques des régimes totalitaires. Ceux qui regardent les élections d'un œil indifférent, les jeunes, surtout doivent y réfléchir plus d'une fois.

Le 27 décembre prochain, les Centrafricains auront à choisir le Président de la République et 140 Députés de l'Assemblée nationale. Ces élections qui auront lieu suite aux Accords pour la Paix et la Réconciliation signés le 6 février 2019 par le Gouvernement et les groupes armés, sont « une chance historique d'ancrer ces Accords, de consolider la paix et de rétablir l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national », a déclaré Faustin Archange Touadéra, Président de la République, Chef de l'Etat.

Or l'inscription sur les listes électorales est en cours. L'autorité Nationale des Elections (ANE) invite tous les citoyens centrafricains à venir sans tarder au bureau d'inscription afin de se faire recenser. Ce geste citoyen permettra de voter.

Quelles que soient nos opinions politiques, voter est notre devoir. C'est aussi l'expression de notre amour pour la Patrie, du soin que nous prenons pour elle. Cet avenir, nous le choisissons ensemble !

Plus d'informations sur le site officiel du Président – renaissance.cf
Distribution gratuite